Immigration, asile et intégration : le Sénat rejette le budget du gouvernement

06/12/2017 à 14h32

« Cette mission est globalement sous-budgétisée » estime Sébastien Meurant (LR). Le rapporteur spécial de la commission des finances va même jusqu'à qualifier le budget proposé par le gouvernement pour la mission immigration, asile et intégration « insincère ». Une accusation dont se défend Gérard Collomb, qui rappelle que « la philosophie du gouvernement est de présenter un budget sincère ». Les sénateurs centristes le soutiennent : « Votre budget doit au moins être crédité d'une recherche de réalisme. »

Côté LR, on déplore une baisse de 7% des crédits affectés à la lutte contre l'immigration clandestine. Le ministre de l'Intérieur répond que « ce n'est qu'optiquement que les crédits affectés à cette politique sont en baisse puisque la fermeture des camps de calais et de Grande-Synthe entraîne de moindres dépenses ». Ainsi, la lutte contre l'immigration irrégulière augmenterait, selon lui, « de plus de 5% » dans le budget 2018.

La politique d'asile « se taille la part du lion »

La politique d'asile du gouvernement ne convient quant à elle ni à la droite, ni à la gauche. Pour Sébastien Meurant, elle est dans un « état calamiteux ». Il regrette que celle-ci « se taille la part du lion dans cette mission » au détriment de la politique en matière d'immigration clandestine, trop « laxiste

». « La France se trouve privée de ce droit élémentaire de choisir qui on accueille chez nous », estime le sénateur.

Des propos qui seront repris avec beaucoup de virulence par Stéphane Ravier, pour qui « le gouvernement s'emploie à détruire la France et l'unité du peuple Français » avec un tel budget. Selon lui, « le programme de reconduite à la frontière n'existe plus », « le budget pour la lutte contre l'immigration irrégulière est dérisoire » et celui pour l'allocation aux demandes d'asile « relève de la provocation ». Il regrette « une diminution de 3 millions des crédits destinés aux expulsions » alors que « le budget pour l'immigration et l'asile est en hausse de 28% ».

La lutte contre l'immigration clandestine, « parent pauvre de cette mission »

Alain Dufaut (LR) a lui aussi tenu à « focaliser son propos sur la lutte contre l'immigration irrégulière » et déplore « une baisse notoire des crédits destinés à ce poste » : « C'est le parent pauvre de cette mission ». « Les crédits de frais d'éloignement sont en baisse de 10% par rapport à 2017 alors que l'éloignement des immigrés en situation irrégulière devrait être une vraie priorité », juge le sénateur.

Dany Wattebled (Les Indépendants) partage son opinion : « Dans le projet de loi de finance pour 2018, 4 600 éloignements forcés sont budgétés, c'est très insuffisant. » Pourtant, le ministre de l'Intérieur considère que la politique d'éloignement du gouvernement est « crédible » et qu' « elle donne déjà des résultats ». (…)

www.publicsenat.fr